

## Entretien avec Jérôme Cahuzac

(RMC Info, 7 mai 2010)

réalisé par Jean-Jacques Bourdin

*Rigueur, austérité partout en Europe et en France d'abord. Alors, rigueur, concrètement pour nous, Français, cela veut dire quoi ?*

Cela veut dire ce qui était déjà écrit dans le programme de stabilité presque deux mois. Car ce qu'a dit F. Fillon n'est rien d'autre que l'aveu de ce qu'il avait écrit aux autorités communautaires. La rigueur cela veut dire un gel des dépenses qui paraît difficilement envisageable au niveau annoncé car depuis maintenant de très nombreuses années, la dépense a progressé beaucoup plus que ce que le Premier ministre envisage de faire, y compris depuis 2007, malgré la suppression d'un poste sur deux de fonctionnaire partant en retraite. Et on en voit les effets dans la Police nationale... Et puis, pardonnez-moi J.-J. Bourdin, la deuxième action, la deuxième signification que F. Fillon, à mon avis, n'a pas encore osé dire aux Français, c'est une augmentation des impôts de 40 milliards d'euros, puisque en 2013, si la politique annoncée est mise en œuvre, les Français paieront 40 milliards d'euros de plus qu'ils n'en payaient en 2009.

*Soyons très concrets, il faut être très concret. Rigueur, cela veut dire il va falloir faire des économies, vous le dites plus de 20 milliards. L'Etat dit : nous allons geler les dépenses publiques pendant trois ans. L'Etat nous dit : nous allons essayer de faire en sorte de rétablir les comptes. Ça va être extrêmement difficile, vous nous le dites, mais concrètement, cela veut dire quoi ? Cela veut dire moins d'argent pour la sécurité, pour l'école, pour l'emploi, pour la justice ?*

D'abord, ce n'est pas l'Etat qui nous dit cela, c'est le Gouvernement.

*Oui, le Gouvernement, c'est vrai.*

L'Etat c'est une administration, le Gouvernement ce sont les autorités politiques du pays, qui le disent. L'Etat, vous avez du mal à trouver qui est le responsable. Le Gouvernement, on sait qui décide, c'est le Gouvernement. Deuxièmement, les exemples que vous donnez sont pertinents. A Villeneuve-sur-Lot, il y a, je le crains, déjà, 10% d'effectifs en moins dans le commissariat de police par rapport à ce que nous constatons comme effectifs il y a de cela deux ans. Dans des territoires ruraux, il y a des écoles ou des classes qui ferment. Et dans les hôpitaux, on sait parfaitement qu'un effort terrible est demandé aux personnels, dont les départs en retraite peuvent ne pas être compensés. Donc, concrètement, c'est évidemment moins de service public.

*Moins de service public, cela veut dire aussi qu'on va revoir certaines niches fiscales, forcément ?*

Alors, il est annoncé effectivement un effort sur les niches fiscales, mais vous voyez bien la disparité des chiffres. Dans le programme de stabilité relatif aux impôts supplémentaires, et je redis que sur ce sujet, F. Fillon est encore très discret, alors qu'il a

écrit des choses très précises aux autorités communautaires, en matière de fiscalité, on nous annonce 40 milliards d'euros d'impôts supplémentaires. Diminuer les avantages des niches fiscales c'est évidemment augmenter les impôts. L'augmentation annoncée par F. Fillon hier est de 5 milliards sur deux ans. Il en manque 35, et ces 35, je le crains, puisque d'évidence, F. Fillon évite à l'annoncer, ces 35 ce sont tous les Français qui vont devoir les payer. Il faut payer la facture pour que les niches fiscales soient raisonnables.

*Mais comment va-t-on payer, concrètement ? Comment risque-t-on de payer ?*

Oui, je préférerais que vous me disiez cela. Dès lors que les économies réalisées par le gel de dépenses de l'Etat n'y suffisent pas, et le Gouvernement en fait l'aveu dans ce document écrit transmis à Bruxelles, il faut donc augmenter les impôts. F. Fillon nous a déjà annoncé une augmentation de 5 milliards d'impôts sur deux ans par la révision de certaines niches fiscales. Si vous faites le calcul, 40 moins 5 égal 35, cela veut donc dire que bientôt, si la politique menée est cohérente avec les annonces et les écrits, cela veut dire que bientôt, il y aura un plan de hausse d'impôts de 35 milliards d'euros.

*Mais ça veut dire quoi ? Par exemple que la TVA dans la restauration pourrait remonter ? Cela veut dire qu'on pourrait supprimer certaines aides à l'emploi, au logement, à la construction ? On parle de l'allocation adulte handicapée, qui pourrait être retouchée... Ça veut dire quoi ?*

Ce que vous évoquiez est à la fois une économie, par exemple diminuer l'allocation adulte handicapée, ce serait une économie. Et puis, vous parlez de la prime pour l'emploi, qui est une niche fiscale qui contribue à améliorer le revenu des salariés les plus modestes, si effectivement le Gouvernement touche à cette niche fiscale-là, c'est le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes qui serait touché, mais je ne crois pas qu'il oserait faire cela. Cela veut donc dire, oui, des économies ; on sait déjà par exemple que les emplois aidés le seront moins, ce qui va laisser les collectivités locales devant le choix assez difficile de maintenir ces emplois et donc de payer davantage pour son propre compte, ou bien de ne pas maintenir ces emplois et d'augmenter le chômage. Et puis enfin, il y a des mesures qui n'ont pas été annoncées, j'y reviens, celles relatives aux impôts, que ce Gouvernement, je le crains pour les Français, va devoir augmenter alors qu'il exclut de revenir et sur le paquet fiscal, et - puisque vous avez pris cet exemple -, sur la TVA sur la restauration. Le plus choquant serait, me semble-t-il, de ne pas revenir sur le paquet fiscal.

*Mais dites-moi, franchement, y a-t-il d'autres solutions qu'une politique de rigueur et d'austérité, franchement ?*

Je pense que les politiques économiques et surtout fiscales, menées avec constance depuis 2002, mais aggravées depuis 2007, cette politique fiscale aujourd'hui a un coût que tous les Français vont devoir payer. Sauf à revenir en partie sur certaines de ces mesures. Mais je crains que cela n'y suffirait pas. Ce que F. Fillon, en dramatisant un peu son propos hier, nous a dit en réalité, c'est que l'heure de payer était venue. Il faudrait, me semble-t-il, le faire de la façon la plus juste qui soit. Ce n'est pas, me semble-t-il, le chemin que semble prendre le Gouvernement et je le déplore.

*Il y a urgence ? La situation est grave, sérieusement ?*

Là, je dois dire que j'hésite à vous répondre parce que j'hésite moi-même sur le diagnostic. Juste hier, le Gouvernement nous a toujours dit, et je pense avec raison, que la France n'était en rien menacée par les marchés. La théâtralisation opérée hier, de façon évidemment volontaire, par le Premier ministre, qui ne l'a fait qu'à la demande du président de la République, cette théâtralisation peut faire craindre que, contrairement à ce qui nous était annoncé, les marchés menaceraient la France, comme ils ont pu menacer d'autres pays. A ce jour et à cette heure et en parlant avec vous, je me refuse à y croire.